

Genève, cité du refuge académique

ENSEIGNEMENT Les attaques de l'administration Trump poussent davantage d'étudiants vers les universités européennes, notamment l'IHEID à Genève, mais l'Europe n'échappe pas à ce climat de peur, avertit la directrice de l'institut, Marie-Laure Salles

PROPOS RECUEILLIS PAR
KASMIRA JEFFORD, GENEVA SOLUTIONS

En un peu plus d'un an depuis son retour au pouvoir, le président américain Donald Trump a remodelé, selon ses propres termes, le paysage géopolitique mondial, en déconstruisant les normes internationales au passage. Marie-Laure Salles, directrice de l'Institut de hautes études internationales et du développement, et sociologue ayant largement publié sur l'influence des Etats-Unis dans l'architecture institutionnelle mondiale, souligne toutefois que le déclin a commencé bien avant l'arrivée de Trump. Il ne faut se faire aucune illusion quant à un retour en arrière, confie-t-elle.

Des propos du premier ministre canadien Mark Carney, à Davos, sur la rupture de l'ordre mondial, aux tentatives de Donald Trump d'en instaurer un nouveau à son image, comment comprendre ce qui se passe aujourd'hui? Ce que nous observons, c'est la fin progressive d'un empire. C'est un processus long et douloureux qui n'a pas commencé avec Trump. Il n'en est pas la cause, mais l'incarnation – ou l'expression de dynamiques structurelles plus profondes. Notamment les aspects autodestructeurs du modèle économique américain, fondé sur une consommation extrême et une croissance perpétuelle impossible à soutenir. Dans son discours, Carney a dit qu'il ne fallait pas se raconter d'histoires: l'ordre international fondé sur des règles ne fonctionnait pas comme il aurait dû. Et je pense qu'il faut partir du principe qu'il n'y aura pas de retour en arrière.

Où allons-nous dès lors? Je vois deux options possibles. La première consiste à laisser triompher les forces actuelles et à revenir à une sorte de monde médiéval régi par la loi du plus fort, où chacun prend ce qu'il veut. Avec les capacités militaires actuelles, ce serait infiniment plus destructeur que tout ce que nous avons connu. La seconde, clairement esquissée par Mark Carney et d'autres, est la seule viable. Les Etats-Unis et la Russie ont effectivement choisi de se placer en dehors du



INTERVIEW

«De nombreux étudiants et professeurs américains estiment ne plus pouvoir étudier, enseigner ou discuter librement et voient l'Europe comme une alternative», explique Marie-Laure Salles, directrice de l'Institut de hautes études internationales et du développement (IHEID) à Genève. (14 AVRIL 2022/KARINE BAUZIN POUR LE TEMPS)

jeu fondé sur des règles. Mais la plupart des pays – et la plupart des individus – souhaitent encore un monde doté d'un minimum d'ordre et de prévisibilité, où la sécurité collective soit prioritaire. Et la meilleure garantie de sécurité collective, c'est la paix, pas la guerre.

Sur cette base, il faut reconfigurer la coopération internationale autour d'enjeux existentiels. Cela implique de construire des «coalitions de volontaires» – l'expression est imparfaite, mais l'idée est claire – où la coopération, qui varie selon les dossiers, serait portée par des puissances moyennes ou plus petites, car ce sont elles qui ont le plus à perdre dans un monde dominé par la force.

Avec le déclin du modèle américain, quel avenir pour les organisations multilatérales qu'il a créées, et pour

la Genève internationale? Il faut préserver l'essentiel et ne pas tout jeter. Le multilatéralisme conserve une valeur immense, car nous devons répondre à des enjeux communs d'une manière qui préserve la paix sur le long terme et empêche que la compétition pour des ressources limitées ne se transforme en conflit. Cela dit, nous devons accepter que l'avenir du multilatéralisme ne soit plus porté par une force hégémonique. Il devra devenir plus horizontal, davantage fondé sur des réseaux, avec plusieurs pôles à travers le monde. Le défi, c'est le lien entre ces différents pôles. C'est là que Genève et la Suisse disposent d'un atout majeur et doivent saisir cette opportunité: en réinventant Genève en tant que coordinatrice.

Les coupes dans l'aide internationale et la baisse des perspectives

de carrière, notamment dans la Genève internationale, influencent-elles les candidatures dans votre institut? Les chiffres pour la rentrée de septembre 2026 sont encore provisoires, mais nous avons enregistré l'an dernier une hausse globale de 40%, dont une augmentation de 80% des candidats américains. Cette croissance reflète à la fois des réformes de programmes et des facteurs politiques plus larges. Beaucoup d'étudiants n'obtiennent plus de visas pour les Etats-Unis. Par ailleurs, de nombreux étudiants et professeurs américains estiment ne plus pouvoir étudier, enseigner ou discuter librement de questions telles que le climat, le genre ou la géopolitique, et voient l'Europe et Genève comme une alternative.

Nous savons que les organisations internationales traversent une phase de transition et offrent

moins de stages et d'emplois. Mais l'idée selon laquelle nous ne formons que de futurs fonctionnaires de l'ONU est un mythe. Nos diplômés disposent de compétences transférables et rejoignent le secteur privé, les services publics nationaux, le droit, le monde académique ou les ONG.

Vous avez étudié à Harvard. Comment réagissez-vous à l'offensive de l'administration Trump contre l'enseignement supérieur? Ce que nous voyons est un cas d'école de destruction du soft power. Pour ma génération, les Etats-Unis étaient le graal des études. En à peine un an, ce système a été profondément endommagé, et il sera très difficile de revenir en arrière. Cela dit, cela n'a pas commencé du jour au lendemain. Le problème réside aussi dans la privatisation de l'enseignement supérieur américain: l'éducation a

cessé d'être un bien public pour devenir un produit commercial, alimenté par un endettement massif des étudiants. Cela a créé les conditions des attaques actuelles contre les universités et la recherche.

Craignez-vous un recul similaire en Europe, par exemple dans les études de genre? Oui, je suis très inquiète. En Europe, la tendance est plus subtile, mais elle existe. Elle prend la forme de l'autocensure: reformuler son langage, éviter certains mots, adoucir certains sujets. Le phénomène est global, mais la différence, pour l'instant, est que l'impact est moins violent et moins abrupt en Europe, ce qui laisse encore une marge de résistance.

«Pour ma génération, les Etats-Unis étaient le graal des études. En à peine un an, ce système a été profondément endommagé»

Comment avez-vous géré la polarisation croissante sur les campus, notamment autour de la guerre à Gaza? Nous avons un avantage structurel: nous sommes une école de relations internationales où ces sujets sont débattus en permanence. Une institution comme la nôtre doit parler de Gaza, du Moyen-Orient, de l'Ukraine, du Soudan – ce sont des sujets centraux. J'ai régulièrement rencontré les étudiants, écouté leurs préoccupations, y compris autour des appels au boycott, et essayé de canaliser ces discussions dans des cadres plus larges et principaux, comme notre charte institutionnelle. C'est un exercice d'équilibriste permanent, avec des pressions de toutes parts. Définir la liberté académique et rester sur cette ligne n'est pas simple. Aujourd'hui, diriger une université est un métier de plus en plus difficile. ■